

Cote du document: EB 2017/LOT/P.14/Rev.1
Date: 8 septembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don au Royaume hachémite de Jordanie pour le Projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rami Salman

Chargé de programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2291
courriel: r.salman@ifad.org

Vrej Jijyan

Attaché de programme
téléphone: +39 06 5459 2158
courriel: v.jijyan@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner

Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Mise en œuvre du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement de projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	1
II. Logical framework (Cadre logique)	8

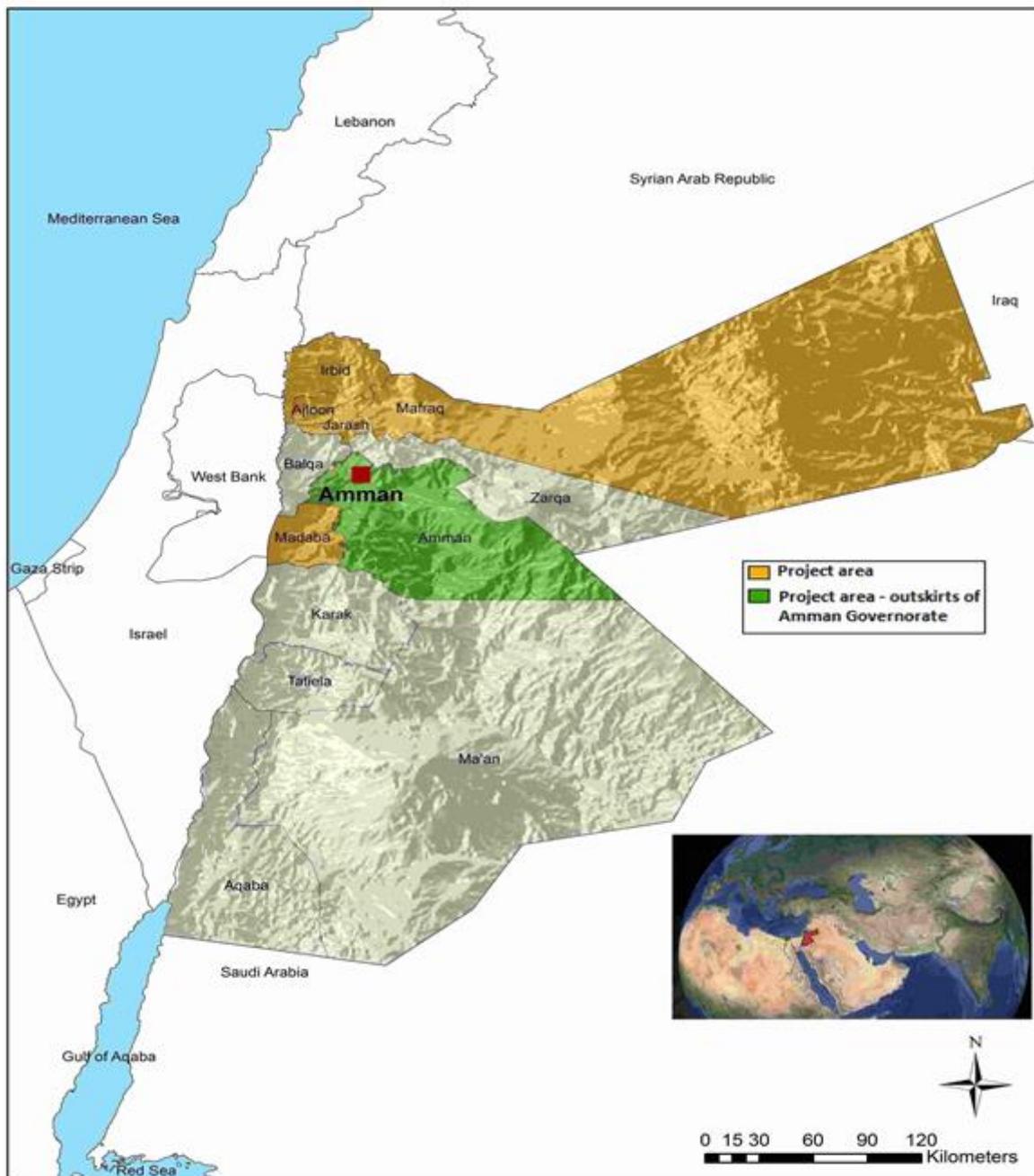
Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARMS	Mécanisme du FIDA pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale
PIB	Produit intérieur brut
IG	Indication géographique
RNB	Revenu national brut
PCEJ	Plan de croissance économique jordanien
CL	Cadre logique
S&E	Suivi-évaluation
NCARE	Centre national pour la recherche et la vulgarisation agricoles
ONG	Organisation non gouvernementale
UGP	Unité de gestion de projet
ODD	Objectifs de développement durable
SIGHT	Projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition

Carte de la zone du projet

Royaume hachémite de Jordanie

Projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition (SIGHT)



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Map compiled by IFAD | 19-12-2016

Source: FIDA; 19/12/2016

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Royaume hachémite de Jordanie

Projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Royaume hachémite de Jordanie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	23,9 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,4 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	0,5 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires: 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Don du FARMS (Mécanisme du FIDA pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale):	3,9 millions d'USD
Cofinanceurs:	Gouvernement, don du FARMS
Contribution de l'emprunteur:	4,6 millions d'USD
Déficit de financement:	6,5 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Royaume hachémite de Jordanie pour le Projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de prêt et don au Royaume hachémite de Jordanie pour le Projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La Jordanie est un pays à revenu intermédiaire, qui affiche un revenu national brut par habitant de 4 680 USD. D'après les projections, la population, qui s'élevait à 6,249 millions en 2015, devrait s'établir à 7,748 millions en 2016 en raison de l'afflux de réfugiés syriens. Il s'agit d'un pays très urbanisé (seulement 16% de zones rurales en 2015). Principalement fondée sur les services, son économie est fortement dépendante du secteur public. Malgré une aide financière internationale conséquente et l'abondance de personnel qualifié, l'économie nationale est en proie à des défis complexes, notamment: un taux de croissance démographique élevé, un afflux continu de réfugiés et de migrants économiques, une pression croissante sur sa base de ressources naturelles, une raréfaction des ressources en eau et les effets néfastes des changements climatiques.
2. **Pauvreté.** On estime que le taux de pauvreté est passé de 14,4% en 2010 à 20% en 2016. Globalement, selon les analyses du profil de pauvreté du pays déjà effectuées, 33% de la population serait confrontée à la pauvreté pendant au moins trois mois chaque année. En Jordanie, la pauvreté est beaucoup plus élevée au sein des ménages nombreux et de ceux dont le chef de famille est peu instruit.
3. **Secteur agricole** En pleine progression, le secteur agricole a vu doubler sa part du PIB, qui est passée de 2 à 4% lors des cinq dernières années. Le PCEJ a fixé un objectif de 5% de croissance annuelle du PIB. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que l'agriculture affiche un taux de croissance annuelle de 10%. Malgré sa modeste contribution au PIB, il s'agit d'un secteur primordial en Jordanie pour son influence dans le tissu socio-économique et son rôle en matière de stabilité politique, sans oublier son importance centrale s'agissant de sécurité alimentaire, de développement rural et de possibilités d'emploi. Le pays dispose de ressources en terres limitées et ne possède qu'environ 5% de terres arables. Les principales composantes de son secteur agricole sont l'horticulture, l'aviculture et le petit élevage. La politique agricole du Gouvernement jordanien est principalement axée sur la gestion de ses faibles ressources en eau, qui s'épuisent rapidement, et ce afin d'aider les propriétaires de bétail traditionnels tout en développant un secteur de l'horticulture tourné vers l'export.
4. **Détérioration de la situation régionale et afflux de réfugiés syriens.** Les crises en Syrie et en Iraq demeurent les chocs ayant le plus affecté la Jordanie récemment. Le pays abrite désormais 1,26 million de Syriens. Près de 79% des réfugiés sont très, voire extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Hors des camps de réfugiés, 93% des Syriens vivant en Jordanie se situent sous le seuil de

pauvreté. Cet afflux a engendré une pression extrême sur le tissu social du pays, ses infrastructures de base, ses services et ses ressources. Il affecte lourdement les finances publiques jordaniennes, augmentant les dépenses du gouvernement en matière de subventions, de services publics et de sécurité.

5. **Les stratégies nationales de réduction de la pauvreté (2013–2020) et de développement agricole (2016)** ont été conçues pour accroître la contribution du secteur agricole au PIB, créer des possibilités d'emploi et encourager les femmes et les jeunes à développer de petites entreprises afin d'améliorer leurs conditions d'existence. Le dernier train de réformes a mis l'accent sur la nécessité pour la Jordanie de parvenir à l'autosuffisance et à la stabilité via une productivité et une compétitivité accrues. Le Gouvernement a également élaboré le Plan de réponse de la Jordanie à la crise syrienne 2016-2018, un programme triennal ciblant les priorités fondamentales nées de la crise syrienne.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement

6. Le secteur du bétail fournit la part majeure de la production agricole (55%) et joue un rôle essentiel en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Le secteur des petits ruminants représente 32% du secteur du bétail. C'est le secteur le plus important pour les communautés rurales pauvres. Lors des 20 dernières années, la disponibilité par personne des produits de l'élevage n'a pas pu suivre la demande croissante des marchés intérieurs et d'exportation. La Jordanie est un pays à déficit vivrier. Il fait partie des sept pays identifiés comme les plus vulnérables face à l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires. En Jordanie, le ratio d'autosuffisance en produits carnés est faible pour tous les types de viandes, notamment pour le mouton et le bœuf.
7. Ce projet aidera le Gouvernement jordanien à atteindre ses objectifs, à savoir accroître la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et résorber le déséquilibre commercial. Le projet d'investissement en faveur des petits ruminants et de reclassement pour les ménages en situation de transition (SIGHT) s'attachera à résoudre plusieurs problématiques clés propres au secteur des petits ruminants, notamment la détérioration graduelle des races de bétail et des services de vulgarisation et de santé animale; la pénurie d'eau; le manque de nourriture et la dégradation des parcours. Ce projet aidera également le pays dans sa démarche visant à obtenir une identification géographique pour la brebis Awassi et à déterminer son potentiel en tant que marque commerciale individualisée. Le projet SIGHT s'attachera à combler les lacunes du secteur public en matière de reproduction, d'alimentation et de production de petits ruminants, tout en aidant les communautés, les coopératives et le secteur privé à améliorer la productivité des petits ruminants en optimisant les capacités techniques du secteur privé et des agriculteurs, petits exploitants, organisations paysannes et coopératives réalisant les meilleures performances.
8. Le projet tire profit de l'occasion d'appuyer le Plan de réponse de la Jordanie à la crise syrienne. Il intègre, au stade de la conception, des composantes susceptibles d'aider les réfugiés syriens et leurs communautés d'accueil à s'extraire de la pauvreté via une solution globale comprenant appui, formation et création d'actifs, à même de résoudre deux problématiques: la sécurité alimentaire et la constitution de moyens de subsistance résilients. Le projet offre également l'occasion d'utiliser les fonds du Mécanisme du FIDA pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale (FARMS) et de mobiliser des ressources supplémentaires provenant d'autres donateurs afin de travailler avec les réfugiés syriens et les communautés d'accueil et de contribuer au développement de moyens d'appui aux activités de subsistance.
9. La théorie du changement, qui sous-tend l'investissement actuel du FIDA, suppose que l'amélioration des races et des sources d'alimentation contribuera à optimiser la productivité et les revenus des éleveurs de petits ruminants en Jordanie. Cette

théorie suggère également qu'une grande partie des réfugiés syriens et des communautés d'accueil n'ont pas les moyens d'accéder aux services financiers mais qu'ils possèdent la volonté de s'extraire de la pauvreté si des dispositifs d'appui, des moyens de production et des compétences peuvent les aider à investir dans une activité de subsistance durable.

10. Aux niveaux national et institutionnel, de nombreux plans, stratégies et plans d'action publics sont en adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA (2016-2025), la note de stratégie de pays relative à la Jordanie (octobre 2016) et les politiques du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, de finance rurale, de développement du secteur privé et de stratégie de partenariat. On peut citer notamment le Programme et la stratégie à moyen terme du Gouvernement, le Plan de croissance économique jordanien (PCEJ), le Plan de réponse de la Jordanie, la Stratégie pour la réduction de la pauvreté, le Plan d'action national de lutte contre la désertification, le plan d'action national de réduction de la sécheresse et le Programme pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'initiative nationale de lutte contre les changements climatiques.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

11. **Zone d'intervention proposée.** Le projet sera exécuté dans les six gouvernorats du nord et du centre: Mafraq, Irbid, Jerash, Ajloun, Madaba et les faubourgs d'Amman. Toutefois, la consolidation technique et l'appui institutionnel relatifs à la reproduction, au suivi des animaux et à la quarantaine cibleront les services publics au niveau national.
12. **Groupe cible.** Le principal groupe cible du projet sera formé des petits éleveurs et éleveuses de bétail jordaniens pour lesquels les petits ruminants constituent une source de revenu et de sécurité alimentaire ainsi qu'un filet de sécurité. Selon les estimations, le projet proposé ciblerait 11 920 ménages au total et devrait bénéficier à environ 57 216 personnes. Ce projet concernera à la fois les petits éleveurs de ruminants vulnérables, qui opèrent à un niveau de subsistance, et ceux présentant un potentiel productif plus élevé. Les femmes et les jeunes représenteront un groupe cible important pour ce projet.
13. Un autre groupe cible prioritaire sera constitué des réfugiés syriens et des ménages pauvres et extrêmement pauvres issus des communautés d'accueil jordaniennes. La plupart des ménages syriens vivent sous le seuil de pauvreté, leur principale source de revenu provenant de la culture et du bétail. Le projet soutiendra 2 025 ménages de réfugiés syriens et 1 625 ménages des communautés d'accueil vulnérables.

B. Objectif de développement du projet

14. Le projet sera exécuté sur une période de six ans. L'objectif de développement du projet est de contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire en Jordanie en augmentant la productivité des petits ruminants, et d'aider les réfugiés syriens et les communautés d'accueil à s'extraire de la pauvreté. L'objectif de développement est également d'accroître le revenu des ménages ciblés en leur fournissant une capacité de production durable.

C. Composantes/résultats

15. Le projet SIGHT comportera deux composantes.
16. **Composante 1: Investissements dans les services aux agriculteurs** Cette composante aidera les secteurs public et privé à s'assurer que les éleveurs de petits ruminants reçoivent un ensemble de services complémentaires nécessaires afin d'améliorer l'efficacité des systèmes de production de bétail à petite échelle et d'accroître les revenus des petits exploitants. Cette composante s'articule autour de trois sous-composantes étroitement liées:

17. **Sous-composante 1.1: Amélioration des services publics**, dans l'objectif d'accroître la productivité et la compétitivité des troupeaux de petits ruminants: en renforçant le programme de reproduction national piloté par le Ministère de l'agriculture et le Centre national pour la recherche et la vulgarisation agricoles (NCARE) et en consolidant les systèmes d'appui public complémentaires nécessaires en matière de services de santé ainsi que le système de quarantaine et de traçabilité, à travers des investissements sélectionnés en termes d'infrastructures et de renforcement des capacités. Cette sous-composante appuiera également la démarche du Ministère de l'agriculture visant à mettre en corrélation les programmes de reproduction et d'indication géographique des brebis Awassi.
18. **Sous-composante 1.2: Amélioration des services fournis au secteur privé et aux communautés**. Les principales activités menées dans le cadre de cette sous-composante viseront à: a) établir des équipes de terrain (personnel privé et public); b) réaliser des investissements pilotes à l'intérieur et autour des réserves de parcours; et c) optimiser les activités relatives à l'alimentation du bétail.
19. **Sous-composante 1.3: Appui à la participation à l'élaboration de politiques**. Le projet sera mené en collaboration avec la FAO via le groupe national de conseil agricole, dont le rôle est d'instaurer le dialogue, de conduire des analyses et de proposer des outils de participation à l'élaboration de politiques, lesquels permettront d'assurer que le secteur des petits ruminants demeure une activité rentable et durable. Les recommandations en matière de politiques seront encouragées dans le cadre du Plan de croissance économique jordanien (PCEJ). Le projet appuiera la plateforme pour la concertation sur les politiques, veillera à ce que les petits exploitants agricoles soient engagés dans le processus et fournira un support technique afin de réexaminer le cadre d'action existant et d'identifier des possibilités de participation à l'élaboration des politiques.
20. **Composante 2: Investissements dans les moyens de subsistance et accès aux services financiers**. Cette composante viendra en aide à des ménages se trouvant à différents degrés sur l'échelle de la pauvreté. Elle intègre les communautés d'accueil jordaniennes et les réfugiés syriens, particulièrement vulnérables, ainsi que les entrepreneurs individuels ayant besoin d'un prêt pour leur entreprise. Cette composante comprend deux sous-composantes:
21. **Sous-composante 2.1: Dons de reclassement visant l'obtention de moyens de subsistance durables**. Ces dons bénéficieront aux femmes, aux hommes et aux jeunes vulnérables issus des communautés d'accueil jordaniennes et de réfugiés syriens, via des modules de génération de revenus sous forme de dons destinés aux entreprises agricoles et non agricoles. Cette sous-composante s'appuiera sur une approche éprouvée de reclassement visant l'obtention de moyens de subsistance durables, sous la forme d'une intervention multisectorielle soigneusement échelonnée. Celle-ci comportera de nombreux services: assistance sociale veillant à satisfaire les besoins de consommation fondamentaux, formation professionnelle, capitaux de lancement et création d'actifs visant à redémarrer une activité économique, à fournir un encadrement pour mettre en confiance et à renforcer les compétences pour créer et pérenniser l'activité.
22. **Sous-composante 2.2: Mécanisme de prêt pour les entreprises rurales**, qui ciblera les micro et petites entreprises au moyen de prêts destinés aux activités agricoles et non agricoles. Ces prêts pourront être destinés à l'achat de petits ruminants pour l'amélioration des races, à l'alimentation du bétail et à d'autres activités auxiliaires. Le principal objectif de cette sous-composante est de démontrer au secteur bancaire commercial que le secteur agricole présente des perspectives de croissance prometteuses.

III. Mise en œuvre du projet

A. Approche

23. Le projet SIGHT sera étalé sur une période de six ans, de manière à permettre le lancement, la réalisation et la consolidation adéquates de certains investissements effectués dans le cadre de l'initiative visant à développer et à renforcer le secteur des petits ruminants, à aider les communautés d'accueil et les réfugiés syriens à s'extraire de la pauvreté et à encourager le secteur financier formel à consentir des prêts tournés vers le monde rural et l'agriculture, en mettant l'accent sur l'élevage durable de bétail. Le projet a identifié de grandes orientations dans le document de conception, qui seront formalisées dans le manuel d'exécution du projet, tout en laissant suffisamment de flexibilité pour permettre aux gestionnaires du projet de tenir compte des limitations et des possibilités qui pourront se faire jour lors de sa mise en œuvre.
24. Les modalités d'exécution du projet ont été conçues de manière à renforcer la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre le projet de manière durable. L'exécution du projet sera principalement assurée par des ministères et des organismes publics existants dont la mission consistera à réaliser les tâches spécifiques qui leur seront confiées. Les prestataires de service et les ONG pourront intervenir uniquement dans leurs domaines d'expertise et travailleront en étroite collaboration avec le Gouvernement. Dans ses modalités de planification et d'exécution, le projet s'appuie également sur le concept de partenariat public-privé, développant des modalités d'exécution novatrices en conformité avec la politique publique globale.

B. Cadre organisationnel

25. Le Ministère de l'agriculture sera le principal organisme chargé d'exécuter le projet SIGHT. Le comité de pilotage du projet créé au sein du Ministère de l'agriculture jordanien, dans le but de superviser tous les projets ayant trait à l'agriculture et bénéficiant de financements internationaux, interviendra également en tant que comité de pilotage du projet. Une unité de gestion de projet (UGP) sera également mise en place au sein du Ministère de l'agriculture afin d'assurer la gestion et la mise en œuvre dudit projet au quotidien. Elle sera rattachée au Secrétaire général du Ministère de l'agriculture à Amman. Un comité de coordination technique, dirigé par le directeur du projet, sera formé du personnel de l'UGP, des responsables de terrain du Ministère de l'agriculture/NCARE affectés sur les unités de production, des directions du Ministère agissant au niveau des gouvernorats/districts et des ONG/prestataires de services partenaires.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

26. **Planification.** La gestion et la mise en œuvre du projet SIGHT seront fondées sur le postulat selon lequel les interventions du FIDA sont plus fructueuses si la planification et le suivi des projets, les rapports publiés à leur sujet et le partage des savoirs se concentrent explicitement sur quelques mesures essentielles. Les principaux outils de planification de ce projet seront le Plan de travail et budget annuel, qui présentera un calendrier bien structuré des activités prévues, ainsi que leurs budgets/intrants respectifs, ceci afin de permettre à l'unité de gestion de projet d'informer le personnel et les partenaires d'exécution quant aux échéances relatives aux différentes composantes, sous-composantes et activités y afférentes.
27. **Suivi-évaluation.** Le cadre logique du projet fournit des indicateurs relatifs aux principaux résultats/extrants attendus pour chaque composante, ainsi que les moyens de vérification correspondants. Ceci formera la base sur laquelle établir le système de suivi-évaluation du projet. Ce système délivrera des informations

quantitatives, qualitatives et vérifiables sur la performance du projet, sous un format qui aidera le Ministère de l'agriculture et l'UGP à planifier et à financer leurs activités, à évaluer leur progression effective au regard des objectifs fixés et à prendre des mesures correctives en temps opportun lors de la phase d'exécution. Une fois que l'UGP sera établie, le spécialiste du Suivi-évaluation (S&E) développera le système à partir des indicateurs précisés dans le cadre logique.

28. **Apprentissage et gestion des savoirs.** La réussite de l'interaction entre les diverses parties prenantes du projet dépend en grande partie de la quantité, de la qualité et de la ponctualité des informations circulant entre elles. Ceci implique de développer des plateformes et des mécanismes de partage d'informations adaptés afin d'améliorer le flux d'informations entre ces acteurs et de consigner les enseignements pouvant être tirés. Le projet présentera et diffusera les informations aux différentes parties prenantes, sous une forme appropriée (par exemple, brochures, études, articles, bulletins et par Internet). Les innovations et les meilleures pratiques observées au niveau des villages seront consignées afin de pouvoir être reproduites et transposées à plus grande échelle. Les agriculteurs ayant recours aux innovations et aux meilleures pratiques seront désignés comme référents auprès des autres agriculteurs afin d'accélérer la reproduction et la transposition à plus grande échelle de ces innovations. Les activités de gestion des savoirs comprendront le partage des résultats du projet et des enseignements ayant pu en être tirés avec le Gouvernement et d'autres donateurs au sein du pays.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

29. **Gestion financière.** Le risque-pays est jugé moyen. Dans le classement 2016 de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, la Jordanie s'est placée en 57^e position sur les 176 pays étudiés. L'équipe de gestion financière du projet SIGHT sera incorporée à l'unité de gestion de projet. Elle sera totalement intégrée au Ministère de l'agriculture, où se trouveront ses bureaux, et bénéficiera d'une autonomie financière et administrative. Le projet s'appuiera sur le système public de gestion financière pour gérer les mouvements de fonds, les activités de comptabilité quotidiennes et l'établissement des compte-rendus, notamment le rapprochement des comptes désignés.
30. **Passation des marchés.** En Jordanie, le système de passation des marchés publics est un dispositif bien défini et très centralisé, régi par la direction publique des appels d'offres du Ministère des travaux publics et du logement pour ce qui concerne le génie civil et les services de consultants, et par le département des fournitures générales du Ministère des finances pour ce qui concerne les consommables, les équipements et le mobilier. Suite à l'évaluation dont il a fait l'objet, le Ministère de l'agriculture a été jugé capable de mener à bien et de gérer la passation des marchés intervenant dans le cadre de ce financement.
31. **Audits.** L'audit externe annuel du projet sera mené par un cabinet d'audit privé, conformément aux normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Outre ces activités d'audit externes, l'unité d'audit interne du Ministère de l'agriculture procédera à l'examen des transactions du projet FIDA conformément aux dispositions légales en vigueur. Les transactions du projet FIDA seront également examinées par l'équipe permanente du Bureau d'audit jordanien établi au sein du Ministère de l'agriculture.

E. Supervision

32. Le FIDA réalisera au moins une mission de supervision par an. Certains éléments spécifiques du projet nécessiteront un examen particulièrement attentif. Il s'agit: i) du plan de reproduction pour chaque unité de production; ii) de la pertinence et de l'efficacité des programmes de formation; iii) de l'efficacité des équipes d'appui sur le terrain; iv) de l'approche adoptée pour l'efficacité de la régénération de la réserve de pâturage; v) du choix et de la sélection de prestataires de service pour le programme de reclassement et les services financiers; vi) de la sélection des

bénéficiaires et de leur profil en matière de reclassement et d'accès aux instruments financiers; et vii) des obstacles potentiels à la réussite des programmes de reclassement pour les réfugiés et des produits financiers mis à la disposition des bénéficiaires de financement ruraux.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

33. Le coût total du projet est estimé à 23,9 millions d'USD, aléas financiers et matériels compris. La composante 1 (investissements dans les services aux agriculteurs) devrait coûter 8,4 millions d'USD. La composante 2 (investissements dans les moyens de subsistance et accès aux services financiers) devrait coûter 13,6 millions d'USD. La gestion de projet devrait coûter 1,9 million d'USD.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêt du FIDA		FARMS (déficit de financement inclus)		Don FIDA		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Composante 1.										
Investissements dans les services aux agriculteurs										
1. Amélioration des services publics	2 183	48,8	2 181	48,7	-	-	112	2,5	4 476	18,7
2. Amélioration des services fournis au secteur privé et aux communautés	1 939	49,9	1 442	37,1	184	4,7	318	8,2	3 883	16,2
3. Appui à la participation à l'élaboration des politiques	-	-	-	-	-	-	70	100,0	70	0,3
Sous-total	4 122	48,9	3 623	43,0	184	2,2	500	5,9	8 429	35,1
Composante 2.										
Investissements dans les moyens de subsistance et accès aux services financiers.										
1. Dons de reclassement visant l'obtention de moyens de subsistance durables	229	2,4	-	-	9 502	97,6	-	-	9 730	40,6
2. Mécanisme de prêt pour les entreprises rurales	-	-	3 900	100,0	-	-	-	-	3 900	16,3
Sous-total	229	1,7	3 900	28,6	9 502	69,7	-	-	13 631	56,8
Composante 3. Gestion de projet	340	17,6	877	45,4	715	37,0	-	-	1 932	8,1
Coût total du projet	4 690	19,5	8 400	35,0	10 400	43,4	500	2,1	23 991	100,0

B. Financement de projet

34. Le projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 8,4 millions d'USD et par un don du FIDA d'un montant de 0,5 million d'USD. Le FARMS cofinancera le projet avec un don de 3,9 millions d'USD. Il existe un déficit de financement de 6,5 millions d'USD, que le FIDA tentera de combler en mobilisant des ressources supplémentaires sous forme de dons auprès des cofinanceurs par le biais du FARMS. La Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse s'est engagée à verser une contribution de 2,5 millions d'USD pour résorber ce déficit. Le déficit de financement n'impactera pas les activités de base du projet, le financement ayant été structuré de telle manière que si des financements additionnels peuvent être mobilisés, ceux-ci seront utilisés pour venir en aide à 2 600 femmes et jeunes issus de familles de réfugiés syriens et de communautés d'accueil. La contribution en nature du Gouvernement est estimée à 4,69 millions d'USD, ce qui représente 24% du financement du FIDA et du FARMS et 50% de la composante 1.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Don FIDA		Don FARMS		Gouvernement		Déficit de financement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services de consultation	1 237	38,3	166	5,1	546	16,9	365	11,3	912	28,3	3 226	13,4
2. Crédit, fonds de garantie	3 900	64,6	-	-	-	-	2 140	35,4	-	-	6 040	25,2
3. Équipement et matériel	1 969	0,0	-	-	-	-	-	0,0	-	-	1 969	8,2
4. Biens et services	453	89,7	-	-	-	-	52	10,3	-	-	505	2,1
5. Dons/aides et subventions	-	-	-	-	3 120	37,6	-	-	5 180	62,4	8 300	34,6
6. Ateliers et formations	93	18,2	334	-	-	-	82	16,0	3	0,6	512	2,1
7. Travaux	143	84,1	-	-	-	-	27	15,9	-	-	170	0,7
8. Traitements, indemnités et coûts de fonctionnement	605	18,5	-	-	234	7,2	2 024	61,9	405	12,4	3 268	13,6
Coût total du projet	8 400	35	500	2	3 900	16	4 690	20%	6 500	27	23 990	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

35. **Avantages du projet.** La composante 1 présente plusieurs avantages spécifiques: elle établit un plan de reproduction susceptible de contribuer à améliorer la productivité des petits ruminants dans l'ensemble du pays en partenariat avec les agriculteurs et coopératives paysannes les plus performants, offre une assistance consultative et un meilleur accès aux services d'alimentation et de santé animale, renforce le système de traçabilité animale, évalue le potentiel commercial d'une indication géographique et instaure un système à assise communautaire afin d'améliorer les réserves de parcours. La composante 2 aide les réfugiés syriens et les communautés locales à s'extraire de la pauvreté en renforçant leur résilience et en les aidant à développer leur entreprise. Cette composante permettra également aux éleveurs et entrepreneurs ruraux pauvres, notamment les femmes et les jeunes, d'accéder aux services financiers.
36. **Taux de rentabilité économique.** Huit modèles financiers ont été élaborés et utilisés comme points de départ de l'analyse économique. Une analyse des flux de trésorerie a été effectuée afin de présenter une analyse différenciée (avec et sans projet). Le taux de rentabilité économique interne (TREI) général du projet est estimé à 26% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 10%, s'élève à 50,4 millions d'USD.
37. **Analyse de sensibilité.** L'analyse de sensibilité étudie la manière dont les fluctuations pouvant intervenir en termes de coûts du projet, d'avantages du projet et de retards d'exécution peuvent affecter le TREI et la valeur actuelle nette. Elle démontre l'impact économique qu'une diminution des avantages du projet (jusqu'à - 50%) peut avoir sur la viabilité du projet. De la même façon, elle illustre à quel point la viabilité économique du projet sera affectée par une hausse des coûts du projet (jusqu'à +50%) et par un retard d'exécution pouvant aller de 1 à 3 ans. L'analyse confirme que la viabilité économique du projet demeure attractive dans la mesure où chaque scénario examiné génère une valeur actuelle nette positive et un TREI supérieur à 10%.

D. Durabilité

38. Le projet est conçu pour promouvoir la durabilité en tissant des liens étroits au sein des activités de toutes les composantes et entre celles-ci. Les synergies ainsi créées entre les investissements consacrés aux infrastructures et au renforcement des capacités et les options innovantes retenues pour le reclassement et l'accès aux

finances rurales, qui reposent sur un partenariat solide, sont conçues afin d'améliorer durablement les moyens de subsistance des petits exploitants et exploitantes et des réfugiés syriens. L'amélioration des infrastructures et le renforcement des capacités techniques des unités de production sélectionnées permettront de transposer durablement à plus grande échelle le programme national de reproduction des brebis et des chèvres. La viabilité des exportations de bétail jordaniennes dépend de la fiabilité de la quarantaine, des services de diagnostic des maladies et, à terme, du système de traçabilité. L'intervention du FIDA complètera les activités des ONG internationales et jordaniennes qui travaillent avec la population à faible revenu et les réfugiés au sein du pays. Un ensemble complet de mesures d'appui, d'encadrement et de développement des compétences devrait aider les communautés d'accueil jordaniennes rurales et pauvres ainsi que les réfugiés syriens à développer des moyens de subsistance durables.

E. Identification et atténuation des risques

39. Les principaux risques identifiés pour ce projet et les mesures d'atténuation correspondantes sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Principaux risques	Mesures d'atténuation potentielles
Nombre insuffisant de brebis Awassi de race pure sur les marchés nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> Étude de marché anticipée et possibilités de contrôle des importations.
Manque de coopératives d'élevage et d'associations de bergers suffisamment importantes pour participer au programme de reproduction.	<ul style="list-style-type: none"> Examen minutieux et renforcement anticipé des capacités pour les partenaires de reproduction, en collaboration avec l'instance jordanienne chargée de fédérer les coopératives.
Impacts négatifs des changements climatiques sur les ressources naturelles.	<ul style="list-style-type: none"> Former les bergers et les agriculteurs à la production de fourrage et à l'ensilage au niveau de l'exploitation.
Manque de motivation, d'expérience et de bonne volonté chez les réfugiés pour investir dans des moyens de subsistance localement.	<ul style="list-style-type: none"> Encourager les investissements dans des actifs transférables à l'attention des personnes possédant des compétences agricoles, de manière à créer des possibilités de réintégration potentielle dans leur pays d'origine.
Contraintes économiques ou politiques pour les Syriens, tels que les obstacles juridiques à l'embauche des réfugiés ou à la participation économique.	<ul style="list-style-type: none"> Sélection minutieuse des activités pour veiller à ce que les réfugiés puissent participer aux activités auxquelles ils sont autorisés
Accaparement par les élites des activités des projets sans avantages pour les populations rurales pauvres.	<ul style="list-style-type: none"> Le public sera informé du projet via des campagnes de sensibilisation; les individus et groupes répondant aux conditions requises seront encouragés à se présenter. Dans la plupart des engagements concrets, les critères favoriseront directement les pauvres ou les agriculteurs /entreprises susceptibles de proposer des emplois aux pauvres ruraux. Le processus de suivi-évaluation régulier se concentrera sur les avantages destinés aux pauvres, directement ou indirectement.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. Le projet SIGHT est en totale adéquation avec le Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA et la note de stratégie de pays relative à la Jordanie (2016). Les activités du projet, ses modalités d'exécution et son système de S&E ont été conçus en conformité avec les politiques et stratégies suivantes du FIDA en matière: i) de ciblage; ii) d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes; iii) de finance rurale; iv) de développement et de partenariat pour le secteur privé ; et v) de

changements climatiques et de ressources naturelles et de l'environnement. Par ailleurs, ce projet et le FARMS concordent en termes de couverture géographique, d'objectifs globaux et de développement, de résultats et de plan de financement.

B. Alignement et harmonisation

41. Le projet SIGHT est harmonisé avec le programme élaboré par le Gouvernement jordanien pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Le Gouvernement jordanien a intégré les ODD à son plan national pour 2025 et a inclus dans son cadre de planification du développement les indicateurs à mettre en place afin de mesurer les progrès réalisés. Le Gouvernement admet que le déficit existant en matière de financement du développement, qui permettrait de réaliser les investissements nécessaires pour la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses ODD, exige une meilleure coordination du partenariat entre le Gouvernement, les donateurs, les institutions multilatérales, le secteur privé et la société civile.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. La principale innovation du projet consistera à améliorer le processus de reproduction des brebis Awassi et à encourager la diffusion des bonnes pratiques de reproduction des unités publiques de production de bétail auprès des agriculteurs, petits exploitants et coopératives les plus performants. Les autres innovations comprennent des activités telles que la mise en place du système de traçabilité par voie numérisée, la participation des coopératives paysannes et des entrepreneurs à l'amélioration de la production d'aliments pour le bétail, la participation de la communauté au développement des réserves de pâturages et l'impact des points d'eau. L'une des innovations majeures du projet SIGHT sera la mise en place d'une approche globale du reclassement pour les communautés d'accueil et les réfugiés syriens à l'échelle nationale.
43. L'amélioration des infrastructures, le renforcement des capacités techniques des unités de production sélectionnées et la bonne mise en œuvre du programme de reproduction permettront de transposer durablement à plus grande échelle le programme national de reproduction des brebis et des chèvres. En outre, les enseignements tirés de l'approche de reclassement visant l'obtention de moyens de subsistance durables seront consignés afin de partager et étudier ses possibilités de transposition à plus grande échelle, dans la mesure où cette approche peut être utilisée comme un levier de réduction de la pauvreté pour les populations jordaniennes extrêmement pauvres et pour l'importante population de réfugiés vulnérables.

D. Participation à l'élaboration des politiques

44. Afin d'aider le PCEJ à atteindre ses objectifs pour le secteur agricole, il conviendrait de réexaminer plusieurs aspects de la politique actuelle du gouvernement afin d'assurer un environnement global favorable au secteur agricole en général et aux éleveurs de petits ruminants en particulier. Le projet sera mené avec la FAO via le groupe national de conseil agricole, dont le rôle est d'instaurer le dialogue, de conduire des analyses et de proposer des outils de participation à l'élaboration de politiques, lesquels permettront d'assurer que le secteur des petits ruminants demeure une activité rentable et durable. En collaboration avec la FAO, le projet SIGHT fournira la plateforme de concertation sur les politiques ainsi qu'une assistance technique pour réexaminer le cadre d'action existant et identifier des possibilités de participation à l'élaboration des politiques.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre le Royaume hachémite de Jordanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera

consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.

46. Le Royaume de Jordanie est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume hachémite de Jordanie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à huit millions quatre cent mille dollars des États-Unis (8,4 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume hachémite de Jordanie un don d'un montant de cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume hachémite de Jordanie un don du FARMS d'un montant de trois millions neuf cent mille dollars des États-Unis (3,9 millions d'USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Small Ruminants Investment and Graduating Households in Transition Project"

(Negotiations concluded on 23 August 2017)

Loan Number: _____
Grant Number: _____
Farms Grant Number: _____

Project Title: Small Ruminants Investment and Graduating Households in Transition Project (SIGHT) ("the Project")

the Hashemite Kingdom of Jordan (the "the Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

HEREBY agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan, an IFAD Grant and a Grant under the Facility for Refugees, Migrants, Forced Displacement and Rural Stability (FARMS) to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is eight million four hundred thousand United States dollars (USD 8 400 000).
- B. The amount of the Grant is five hundred thousand United States dollars (USD 500 000).
- C. The amount of the FARMS Grant is three million nine hundred thousand United States dollars (USD 3 900 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 31 March and 30 September.
6. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in an amount equivalent to four million six hundred ninety thousand United States dollars (USD 4 690 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MoA).
2. The following is designated as an additional Project Party: The National Center for Agricultural Research and Extension (NCARE) and Central Bank of Jordan (CBJ).
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) two designated accounts have been opened in the Central Bank of Jordan to receive the proceeds of (a) the loan and the IFAD grant, and (b) the FARMS grant;
 - (b) a draft Project Implementation Manual acceptable to IFAD, including financial, accounting, procurement and administrative arrangements has been prepared; and
 - (c) The Project Director has been recruited in accordance with Schedule 1, paragraph 7.3.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

The Minister
Ministry of Planning and
International Cooperation
Amman, Jordan

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN

Imad Najib Fakhoury
Minister of Planning and
International Cooperation

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Project Area.* The project will be implemented in the northern and central Governorates of Mafraq, Irbid, Jerash, Ajloun, Madaba and the outskirts of Amman. However, the institutional and technical support will target the public services in all governorates of Jordan.

2. *Target Population.* The primary target group of the Project will be Jordanian women and men who are small-holder livestock farmers for whom small ruminants are a source of income, food security and a safety net. The poor and extreme-poor Jordanian rural host community households and Syrian refugees will also be an important target group with a special focus on women and youth.

3. *Goal.* The project goal is to contribute to reducing poverty and enhancing national food security in Jordan by improving the productivity of small ruminants.

4. *Objective.* The development objective is to increase the income of 11,920 vulnerable households through providing sustainable production capacity.

5. *Components.* The Project will have two core components that envisage a number of complementarities between initiatives and subcomponents.

5.1 *Component 1: Investment in Farmer Services.* This component will support the public and private sector to ensure that small ruminant producers receive a set of complementary services that are needed to enhance the efficacy of small-scale livestock production systems and the incomes of the smallholders. This component is designed to strengthen the small ruminant sector at the national level and assisting in developing a long-term vision for the sector that links with the Geographical Indication (GI) for Jordanian Awassi Sheep (GIAS) programme which will be jointly implemented by the Hashemite Fund for the Development of Jordanian Badia (HFDJB) and MoA. This component has three closely related and reinforcing sub-components:

Sub-component 1.1. *Enhancing Public Services;*

Sub-component 1.2. *Improving Community and Private Sector Services; and*

Sub-component 1.3. *Support for Policy Engagement.*

5.2 *Component 2: Livelihood Investments and Access to Financial Services.* This component will provide support to households at different gradients along the poverty spectrum. This includes the Jordanian host communities and highly vulnerable Syrian Refugees, as well as individual entrepreneurs in need of loans for their enterprises. The project will graduate the extreme poor and poor households out of extreme poverty to a more stable state. The Component will consist of two complementary subcomponents: (i) Grants for Graduation into Sustainable Livelihoods to be delivered through service providers to be competitively selected; and (ii) Lending Facility for Rural Businesses which will be implemented by the Central Bank of Jordan (CBJ).

5.3 **Outcomes:** Two outcomes are expected from the project: i) Strengthened public and private sector capacity to enhance productivity of smallholder livestock farmers, increase incomes and build resilience and ii) Strengthened rural poor people's productive

capacities, market access and resilience through an approach which graduates them out of poverty and provides access to financial services.

II. Implementation Arrangements

6. *Approach.* The Project will be implemented over six years to allow for the initiation and proper implementation and consolidation of some of the investments that are undertaken as part of the effort to develop and strengthen the small-ruminant sector, graduate host communities and Syrian refugees out of poverty and for the formal financial sector to engage with rural and agriculture lending with a particular focus on livestock in a sustainable manner. The Project identifies broad directions and guidelines in the design document, which will be formalized in the Project Implementation Manual but leaves sufficient flexibility to enable the project management to address the constraints, and opportunities, that emerge during implementation.

6.1 The Project implementation arrangements have been designed in a manner that will strengthen Government capacity for implementation of the project for sustainability. The main agencies implementing the Project will be existing government departments and agencies. Service providers will only be used in their area of expertise and will work in close cooperation with the Government. The Project also builds on the concept of public-private partnership in keeping with overall Government policy for developing new and innovative implementation modalities in the design and implementation arrangements of the project. This approach also recognizes the fact that the development of the small-ruminant sector requires close participation between the public services, smallholder and elite farmers, farmer cooperatives as well as the range of private sector players along the livestock value chain.

7. Organizational framework

7.1 The Ministry of Agriculture (MoA) will be the main agency responsible for the implementation of the Project. The Project Steering Committee (PSC) established at the Ministry of Agriculture to supervise the implementation of financed programs and projects including grants, loans, and cabinet fund will also act as the Steering Committee of the SIGHT Project. The PSC will meet on a quarterly basis. The responsibilities of the PSC will include: (i) ensuring the Project's activities are implemented in compliance with the Government's policies and this Agreement; (ii) approving the Annual Work Plan and Budgets (AWPBs), (iii) ensuring the Project interventions are well coordinated with other development programmes and projects; (iv) broad oversight of Project implementation; and (v) guiding Project implementation in policy and strategy matters.

7.2. A dedicated Project Management Unit (PMU) will be established within the MoA premises in Amman and work under the overall supervision of the General Secretary at MoA Headquarters in Amman. A Technical Coordination Committee will be established chaired by the Project Director and composed of the PMU staff and MoA and National Centre for Agricultural Research and Extension Field Managers at the breeding stations and Governorates and District Directorates of MoA and partnering service providers in addition to representatives from the Hashemite Fund for Development of Jordanian Badia. It will meet monthly in the first year of implementation and quarterly in subsequent years or as needed. Its main task will be to provide technical guidance and ensure that all technical aspects of the Project are well coordinated and synchronized with the strategic plans of the Government and also sound from a technical perspective.

7.3 The PMU will undertake the day-to-day management and implementation of the Project. It will have a core team of staff to supervise and monitor all project activities.

Specialized staff will be recruited, or seconded by MoA based on job descriptions for the following positions: (i) Project Director; (ii) Programme Officer, responsible for Component 1 and overall field implementation; (iii) Monitoring & Evaluation (M&E) Specialist; (iv) Procurement Specialist; part-time, seconded from MoA; (v) Financial Management Specialist; part-time, seconded from MoA; (vi) Gender and Livelihood Specialist; and (vii) Driver. All contracted staff will be hired through a competitive process, subject to IFAD's no objection. The Project Director may be changed with consultation between MoA and IFAD. The Project Director will report to Secretary General and will be responsible for the efficient operation of the PMU and day-to-day project implementation in accordance with the AWPBs.

7.4 The MoA is also implementing the Geographical Indication project for Jordanian Awassi Sheep financed by the Hashemite Fund for the Development of Jordanian Badia with whom coordination will be facilitated by their participation at the technical level in the technical committee of the Project as and when required.

7.5 The Cooperative Corporation representatives at the Governorate level will be expected to identify farmer cooperatives involved in the livestock sector for implementation of specific aspects of the Project which require close collaboration with farmer groups and cooperatives.

8. *Supervision.* The Project will be directly supervised by IFAD. The first implementation support mission will take place soon after first disbursement and will include an M&E specialist. IFAD will conduct one annual supervision a year. The composition of the mission will be based on the need for technical backstopping and support of the different project components.

9. *Mid-Term Review.* A midterm review will be carried out towards the end of third Project Year. The review will cover, among other things: (i) physical and financial progress as measured against AWPBs; (ii) performance and financial management of contracted implementing parties; and (iii) an assessment of efficacy of technical assistance and capacity building activities.

10. *Project Implementation Manual (PIM).* The PMU shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit it for approval to the PSC. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the PMU to the Fund. The PIM may be amended when necessary with the approval of the Fund in order to introduce clarification in procedures, eliminating constraints for project implementation and for facilitating access of producers to the project services.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan, the IFAD Grant and the FARMS Grant, the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category. All amounts are 100% net of taxes and the contributions of co-financiers.

Category	IFAD Loan Amount (in USD thousands)	IFAD Grant Amount (in USD thousands)	IFAD FARMS Grant Amount (in USD thousands)
1. Consultancies	1 110	150	490
2. Credit, Guarantees Fund	3 510		
3. Equipment and material	1 770		
4. Goods and services	405		
5. Grant and Subsidies			2 810
6. Workshops and Trainings	85	300	
7. Works	130		
8. Salaries, allowances and operating costs	550		210
Unallocated	840	50	390
TOTAL	8 400	500	3 900

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 200 000.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<p>Goal: To contribute to reduce poverty and enhance national food security in Jordan.</p>	<ul style="list-style-type: none"> % of population below the international poverty line. 	Overall, 33% of the population in Jordan experience poverty during at least one quarter of the year.	10%	25% reduction of poverty for targeted households	DoS and HIES Surveys. Mid-term and Completion Surveys	MTR and completion	PMU M&E unit	<ul style="list-style-type: none"> Political stability Macro-economic conditions remain stable or improve. Elite capture of project activities without benefits to the rural poor.
<p>Development Objective: To increase the income of around 11,920 vulnerable households through providing sustainable production capacity.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Percentage increase in net income of vulnerable households targeted by the project. 	JoD 285 average income of targeted HH.	12%	30% increase in net income for targeted households	Mid-term, Annual Outcome and Completion Surveys	MTR and completion	Project Director and M&E officer	
<p>Composante 1: Investment in Farmer Services</p> <p>Outcome 1: Strengthened public and private sector capacity to enhance productivity of smallholder livestock farmers, increase incomes and build resilience.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Number of households reporting adoption of new breeding practices. 	0	2,200 households	5,790 households or 75% of the targeted beneficiaries under this component (at least 1,800 women)	Government Stations & DDA records Annual Outcome Surveys	Annually	M&E officer Component officer	<ul style="list-style-type: none"> Insufficient number of elite Awassi sheep in domestic markets (to initiate breeding pro.) Insufficient and inadequate field staff, specifically to perform the breeding program and high staff turnover. Lack of robust livestock cooperatives and herder associations as partners for the open nucleolus (ONBP) breeding program. Negative impacts of climate change on natural resources, in particular on declining animal health and productivity; reduced water availability in the pastures and for forage/crop and
	<ul style="list-style-type: none"> Number of households reporting an increase in productivity 	0	1,800 households	4,630 households or 60% of the targeted beneficiaries under this component (at least 1,500 women)	Government Stations & DDA records Annual Outcome Surveys	Annually	M&E officer Component officer	
	<ul style="list-style-type: none"> Number of new regulations and policies proposed for approval 	-	TBD at project start up	TBD at project start up	Ministry of Agriculture National Advisory Group	MTR and completion	Project Director	
<p>Outputs:</p> <p>1.1 Enhanced productivity in the small ruminant stock without increasing the number of animals</p>	<ul style="list-style-type: none"> Number of rural producers accessing production technological packages 	-	2 500	7,720 (at least 30% women)	M&E system Component reports	Annually	M&E officer Component officer	
	<ul style="list-style-type: none"> Establish a registry system of the genotyping of the Jordanian Awassi sheep 	0	0	A registry system established				
	<ul style="list-style-type: none"> Develop a Road Map for the trade mark/ registry system of Awassi sheep 	0	0	A road map developed				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
1.2 Conditions for more diversified and sustainable use of natural resources created	<ul style="list-style-type: none"> Number of persons trained in production practices / technologies (disaggregated by gender/age/location) 	0	3 000	7,720 (at least 30% women)				production.
Composante 2: Livelihood Investments and Access to Financial Services Outcome 2: Strengthened rural poor people's productive capacities, market access and resilience through an approach which graduates them out of poverty and provides access to financial services.	<ul style="list-style-type: none"> Number of jobs (full time or temporary) /enterprises created or expanded for Syrian refugees and host communities. (disaggregated by gender/ age/ location/ income) 	0	1 000	3,650 jobs / enterprises created or expanded(50% women, 25% men and 25% youth).	Service Providers, M&E system Component reports.	Semi-annually	M&E officer Component officer	<ul style="list-style-type: none"> Lack of refugee motivation experience and willingness to invest in livelihoods locally as opposed to aspirations to return to their home country. Economic or political constraints for Syrians such as legal barriers for refugee employment or economic participation.
	<ul style="list-style-type: none"> Number of households reporting using rural financial services (disaggregated by gender/age). 	0	200	550 (at least 30% women)	Central Bank of Jordan M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
	Number of Syrian Refugees and members of host communities accessing Graduation packages and engaged in at least one new income generating activities (disaggregated by income and gender),	0	1 500	3,650 (70% Syrian refugees and 30% host communities)	CBJ, Service Providers, M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
<ul style="list-style-type: none"> Number of persons/households provided with targeted support to improve their nutrition (disaggregated by gender) 	1 500							
2.2 Loans provided for the purchase of small ruminants for breed improvement and on-farm and off-farm MSMEs	<ul style="list-style-type: none"> Number of rural enterprises and FSPs accessing business development services (disaggregated by gender/age) 	0	200	550				